

## Entre criminalité et normalisation

### Pratiques informelles dans le changement de système en Russie

Caroline DUFY

« Activités grises », « marché noir », « économie virtuelle », « non officielle » ou encore « non observée », « échanges illégaux, souterrains » ou « économie parallèle » : le débat public ne manque pas de mots pour qualifier le fonctionnement de l'économie russe dans les années 1990<sup>1</sup>. C'est le terme le plus général, celui d'informel issu des travaux sur les économies du tiers-monde qui s'impose pourtant à partir du milieu de la décennie<sup>2</sup>. Les comportements visés ont un spectre très large

---

1. Clifford Gaddy et Barry Ickes, « Russia's Virtual Economy », *Foreign Affairs*, vol.77, n°4, 1998, p.53-67; Simon Johnson, Daniel Kaufmann et Andrei Shleifer, « The Unofficial Economy in Transition », *Brookings Papers on Economic Activity*, vol.2, 1997, p.159-237; Igor Kliamkine et Lev Timofeev, *Tenevâ Rossiâ* [La Russie de l'ombre], Moscou, RGGU, 2000; OCDE, *Measuring the Non-Observed Economy, A Handbook*, 2002, OCDE, Paris; Andrei Yakovlev, « Ekonomika Černogo nala v Rossii; specifika i masštaby âvleniâ, otsenka obšestvennyĥ poteh » [L'économie du marché noir en Russie: spécificités et ampleurs du phénomène, évaluation de la perte sociale], *Voprosy statistiki*, n°8, 2002, p.3-16; Vadim Radaev, « Entrepreneurial Strategies and the Structure of Transactions Costs in Russian Business », *Problems of Economic Transition*, vol.44, n°12, 2002, p.57-84.

2. Myriam Désert, « Le débat russe sur l'informel », *Questions de recherche*, n°17, 2006, p.1-53. Le terme informel et ses connotations positives pour le tiers-monde s'est imposé notamment en anthropologie avec Keith Hart, « Informal

qui va de la fraude fiscale aux activités proprement criminelles, comme celles d'intimidation, de racket, d'extorsion de fonds ou d'escroquerie. Il regroupe donc la sphère criminelle mais également les activités non enregistrées. Nous adopterons ici la définition la plus large donnée comme « ensemble d'activités économiques délibérément non enregistrées de façon officielle ou non reportées dans les statistiques officielles »<sup>3</sup>. Le secteur en ligne de mire des experts et conseillers concerne surtout l'économie des professionnels, et peu celle des relations domestiques, familiales ou amicales. Le terme d'informel est un terme d'administrateur, d'expert pour qualifier par défaut les pratiques indigènes, difficilement mesurables par les autorités publiques et les administrations.

Cette contribution cherche à rendre raison des paradoxes que recèle le terme d'informel dans la Russie des années 1990 : il n'émerge pas à la mise en place du programme de transition destiné à éloigner l'économie russe des pratiques parallèles au plan, mais en 1996-1998, à un moment où les réformes néo-libérales s'essouffent. En outre, ce terme fait l'objet d'une très large diffusion alors que son efficacité heuristique est faible sur le terrain. À rebours d'une réflexion sur les définitions de l'informel examinées ailleurs<sup>4</sup>, nous nous appuyons sur les termes utilisés par les acteurs, les représentations mobilisées et les pratiques relevées sur le terrain pour tenter de rendre compte de cette apparition tardive dans le débat russe sur le changement économique et social.

Envisagée dans la sphère des discours et des constructions théoriques, la catégorie d'informel apparaît étroitement dépendante des modalités de construction de l'économie de marché en Russie. Elle émerge dans un système de représentations concurrent à celui du modèle néo-libéral qui domine au début de la décennie. Le nouveau modèle économique qui s'impose à partir des années 1996-1998 restaure la place de l'État et renforce la contrainte exercée par les règles sur les acteurs économiques.

---

income opportunities and urban employment in Ghana», *Journal of Modern African Studies*, 11, 1973, p.61-89.

3. Vadim Radaev, « Entrepreneurial Strategies... », *art. cit.*, p.60.

4. Alejandro Portes et William Halter, « The Informel Economy » dans Neil Smelser et Richard Swedberg, *Handbook of Economic Sociology*, Princeton, Princeton University Press, 2005, p.403-425.

L'épreuve du terrain montre qu'il n'existe pas de secteur informel cohérent, homogène et constitué. À partir de l'exemple du troc, la seconde partie de cette contribution basée sur un travail ethnographique effectué dans les entreprises de l'Oural à la fin des années 1990 montre qu'il faut envisager les pratiques dans une dynamique, impliquant des stratégies, des dispositifs et des mises en forme dont le degré de sophistication évolue en fonction du cadre normatif dans lequel elles s'inscrivent<sup>5</sup>.

### **Héritage du passé ou échec de la transition ?**

En Russie, le débat sur l'informel est absent du début de la période de réformes. L'introduction du marché était supposée au contraire permettre la libéralisation des initiatives et la légalisation du profit, à partir d'un système soviétique, analysé comme une économie seconde<sup>6</sup> ou une économie de la pénurie<sup>7</sup>. Dans ces analyses, le blocage de l'économie opéré par la planification impérative conduit à une régulation pénurie où les besoins sont satisfaits en grande partie par des activités et marchés parallèles. Reprenant ces thèses, certaines analyses font de l'économie informelle des années 1990, une rémanence de la période soviétique : les acteurs auraient des comportements hérités de l'économie planifiée et auraient constitué des réseaux permettant la poursuite de relations en marge du contrôle de l'État, dans le but de satisfaire des besoins sociaux non assurés par les secteurs officiels<sup>8</sup>.

Toutefois la croissance importante et rapide de la part de l'informel dans l'économie russe des années 1990 rend cette interprétation peu crédible. Des évaluations statistiques concordantes

---

5. Caroline Dufy, *Le Troc dans le marché ; pour une sociologie des transactions dans la Russie post-soviétique*, Paris, L'Harmattan, 2008.

6. Gregory Grossman, « The Second Economy of the USSR », *Problems of communism*, 26, 1977, p.25-40.

7. Janos Kornai, *Socialisme et économie de la pénurie*, Paris, Economica, 1984.

8. John Amrit Poser, « Monetary Disruptions and the Emergence of Barter in FSU Economies », *Communist Economies and Economic Transformation*, vol. 10, n° 2, 1998, p. 157-177.

constatent une hausse très significative : de 12 % du PIB en 1989 à 41 % en 1995<sup>9</sup> ou, selon d'autres méthodes, à 39 %<sup>10</sup>.

À rebours de cette interprétation, nous soutenons l'idée que la catégorie d'informel ne prend sens que dans le cadre de la construction du marché en Russie. Elle signale l'échec de la thérapie de choc, et révèle en creux un changement de conception de la transformation économique et sociale et des relations entre l'État et les agents économiques, entre le droit et l'économie, dans la construction du nouveau système social.

Au début des années 1990, la théorie néo-libérale du marché<sup>11</sup> s'impose avec la thérapie de choc : l'État n'y a qu'un rôle d'impulsion du changement économique et social, les fonctions de redistribution et de régulation économique sont laissées au marché. Dans cette perspective, le marché doit émerger comme un ordre spontané, suite à la destruction des institutions anciennes de la planification, les acteurs étant désormais supposés réagir aux incitations émises par des prix libres, et se comporter en maximisant leur profit. Si les juristes n'ont alors pas disparu des programmes de transferts institutionnels, leur tâche reste cantonnée à la construction des règles susceptibles d'assurer le fonctionnement du marché, en délaissant droits sociaux et protection sociale<sup>12</sup>. Dans cette perspective, l'État peut avoir une grande tolérance à l'égard de toutes les activités non déclarées

---

9. Daniel Kaufmann et Aleksander Kaliberda, «An Unofficial Analysis of Economies in Transition: Empirical Framework and Lessons of Policy», *Discussion Paper, Harvard Institute for International Development*, n° 558, 1996, p.81-120. Selon la méthode électrique, l'évaluation de l'ampleur de l'économie informelle est tirée de l'évaluation de la consommation électrique globale. Cette dernière est rapportée à la consommation qui devrait être observée en tenant compte des seules activités officielles; la différence étant imputée à l'économie informelle.

10. Maria Lasko, «Hidden economy – an unknown quantity? Comparative analysis of hidden economies in transition countries, 1989-1995», *Economics of Transition*, vol. 8, n° 1, 2000, p.117-149.

11. Sur la diffusion rapide et efficace des idées néo-libérales entre les économistes américains issus de Harvard et les économistes russes radicaux promoteurs des réformes, tels que ceux appartenant au clan Gaïdar-Tchubais, voir notamment Janine Wedel, *Collision and Collusion, The Strange Case of Western Aid to Eastern Europe 1989-1998*, New-York, Palgrave, 2001.

12. Thierry Delpeuch, «La coopération internationale dans les domaines du droit et de la justice au prisme du courant de recherche "droit et développement"». Bilan et con- troverses des travaux sociologiques consacrés aux mouve-

non criminelles, car elles sont susceptibles de satisfaire les besoins privés.

L'échec de la stabilisation macroéconomique s'accompagne de la montée en puissance d'un discours plus institutionnaliste : l'économie informelle, alors distinguée des activités criminelles, prive néanmoins l'État de ressources budgétaires nécessaires. Ce faisant, elle accroît son endettement et limite les marges de manœuvre politiques. Ce discours de dénonciation n'est pas porté par les économistes néo-libéraux, pour lesquels l'État est un obstacle au libre développement de l'initiative économique et pervertit le fonctionnement efficace du marché, mais par les économistes institutionnalistes qui gagnent en influence auprès des pouvoirs publics<sup>13</sup>.

La prise en compte et l'intégration de la notion d'informel est une victoire théorique des hétérodoxes ; elle conduit à une intégration accrue des notions de cadres, d'institutions, de droit et de règles dans les théories de la transition portées par les économistes orthodoxes<sup>14</sup>. Les acteurs promoteurs de ce changement dans les politiques publiques sont les organisations internationales et les élites politiques russes.

Le contexte économique favorise ce changement de conception du rôle de l'État dans l'économie. Le débat sur l'informel se développe au moment où l'instabilité économique est grande en Russie : le taux de déficit budgétaire et de dette publique sont élevés. La stabilisation économique qui devait accompagner les privatisations a échoué ; l'inflation est très élevée, le rouble est dévalué à plusieurs reprises, en 1994 et 1998<sup>15</sup>. Par ailleurs, les impôts rentrent mal. Dans ce contexte les organisations internationales soumettent l'octroi de nouveaux crédits à l'État russe à une condition d'amélioration de la perception de l'impôt. Le débat sur l'économie informelle, initié par les organisations

---

ments contemporains d'import-export de réformes juridiques et judiciaires », *Droit et Société*, n° 62, 2006, p. 119- 175.

13. Andrei Yakovlev, « Ekonomika Černogo nala v Rossii ; specifika I masštaby avleniâ, otsenka obšestvennyh poteh » [L'économie du marché noir en Russie : spécificités et ampleurs du phénomène, évaluation de la perte sociale], *Voprosy statistiki*, n° 8, 2002, p. 3-16.

14. Bernard Chavance, *L'Économie institutionnelle*, Paris, La Découverte, 2007.

15. Caroline Dufy, *Le Troc dans le marché*, *op. cit.*

internationales, se développe dans ce contexte<sup>16</sup>. L'enjeu de mesurer cette part et de construire des statistiques pour l'évaluer devient alors central pour les élites politiques russes<sup>17</sup>. Il l'est aussi pour les experts pour lesquels il ouvre des perspectives professionnelles de commandes de rapports et d'études.

### **Des normes performatives dans le domaine économique**

Le compromis libéral en vigueur à la tête de l'État intègre donc à partir de 1996 les impératifs d'une gestion de l'économie plus soucieuse des règles. Des représentations concurrentes du fonctionnement économique s'affrontent. Les élites politiques favorables au renforcement du contrôle des activités économiques, représentées en particulier par le ministère de l'intérieur, les administrations des impôts et des fonds sociaux, l'emportent sur les libéraux radicaux. La dérégulation de l'activité économique, initialement prévue comme une libéralisation des initiatives privées, garante de l'avènement du marché, s'accompagne en fait d'une explosion des crimes et délits économiques<sup>18</sup>.

Dans cette perspective, la déclaration de Vladimir Poutine instituant la «dictature de la loi» à son accession au pouvoir en 2000 réaffirme l'importance des règles dans les relations économiques. Le texte fondamental réglementant l'activité économique est le code civil, adopté en deux parties en octobre 1994 et décembre 1995 par la Douma Fédérale.

Deux principales mises en forme structurent les transactions et consolident les définitions établies par le code civil : elles sont comptables et fiscales. Les principaux textes qui fixent ces dispositions sont, respectivement, le plan comptable et le code des impôts. Le plan comptable a fait l'objet de plusieurs

---

16. OCDE, *Measuring the Non-Observed Economy...*, *op. cit.*

17. OCDE, *Measuring the Non-Observed Economy...*, *op. cit.*; Igor Kliamkine et Lev Timofeev, *Tenevaâ Rossiâ* [La Russie de l'ombre]..., *op. cit.*; Andrei Yakovlev, «*Ekonomika Černogo...*» [L'économie du marché noir en Russie...], *art. cit.*

18. Georges Sokoloff, *Métamorphose de la Russie : 1984-2003*, Paris, Fayard, 2003.

moutures. Dans ses versions successives, il se rapproche des standards internationaux. L'édiction de la règle a une efficacité fondamentale pour les interactions entre agents économiques : elle ne fixe pas seulement un référent pour l'action, mais elle effectue également un travail de requalification de la nature des échanges à partir de la définition des parties. L'exemple précis du troc l'illustre ; ces règles fixent la qualification et la signification même des échanges. En alignant l'enregistrement des échanges en troc sur les modalités en vigueur pour les transactions monétaires, l'Inspection des impôts donne à l'échange en nature une qualification marchande alors qu'une conception primitiviste le définirait comme non marchand. La transaction est jugée qualifiable, non pas en fonction du critère du médium d'échange, mais de celui de l'identité des parties. L'évaluation de ces transactions est dès lors réalisée conformément aux prix du marché. Elle est susceptible de s'accompagner d'un réalignement rétrospectif du montant de la taxation sur le prix de marché considéré au moment de l'échange, si le prix déclaré est manifestement sous-évalué.

Cette évolution normative permet de comprendre à la fois l'émergence du concept d'informel, en même temps que la valeur morale négative qu'il acquiert dans les discours des économistes et des élites politiques réformatrices : il est associé à l'idée de corruption, de pots-de-vin, et surtout de fraude fiscale. Cette acception est tout à fait spécifique à la Russie dans la période des années 1990. Dans le tiers-monde au contraire, le terme acquiert une acception plutôt positive<sup>19</sup>, à la faveur des programmes de libéralisation économique menés dans les années 1980. Ces derniers, en remettant en question le rôle de l'État dans l'économie, conduisent à une inversion de la valeur négative associée initialement à l'informel : ces activités deviennent susceptibles d'assurer la survie de populations marginalisées<sup>20</sup>.

---

19. La réflexion sur le secteur informel ne fait pas partie des questionnements traditionnels de la discipline économique. Elle émerge dans les années 1960 dans le monde de l'expertise et des organisations internationales pour qualifier les dysfonctionnements observés à l'occasion de la « modernisation économique » en Afrique. Le terme décrit alors une nébuleuse très vague de self-emploi, de micro-entreprises, et est associé la pauvreté et l'exclusion.

20. Bruno Lautier, *L'économie informelle dans le tiers monde*, Paris, La Découverte, 1994.

*L'historicité des pratiques et des représentations*

La consolidation du concept d'informel dans le débat public contraste fortement avec sa labilité dans les pratiques et les représentations des agents. L'approche ethnographique adoptée ici, fondée sur les représentations et l'analyse des pratiques, invalide la définition rigide et stable d'un secteur informel en marge des cadres de l'économie légale et officielle. L'enquête de terrain<sup>21</sup> effectuée entre 1998 et 2003 dans des entreprises de la région de l'Oural montre au contraire qu'il faut privilégier une articulation fine entre les catégories; les professionnels des échanges rencontrés réalisent certaines transactions formellement, alors que d'autres non. Cela implique de penser comme centrale la question des mises en forme<sup>22</sup>. En outre, ce travail établit également qu'en Russie les pratiques informelles se définissent par rapport à une double référence, celle de la loi, celle du marché. Deux exemples comparés nous serviront d'illustration.

Serguei et Viktor sont deux professionnels de l'activité de négoce d'énergie. Serguei, la cinquantaine, est un ancien colonel des divisions d'élite du KGB. Viktor, trente ans, est un jeune autodidacte rattaché au cercle des hommes d'affaires d'un oligarque local. Tous deux travaillent dans une petite entreprise de négoce de la ville d'Ekaterinbourg qui livre des pièces détachées aux plates-formes d'extraction de gaz du nord de la région, filiales de Gazprom. Ils évoquent un schéma d'échange similaire. Serguei agit comme intermédiaire entre le débiteur structurel de gaz que sont les usines métallurgiques du sud de la région et les firmes énergétiques qui les approvisionnent en gaz. L'intermédiaire propose au créancier impayé, Gazprom, de lui céder son titre de dette et de se charger d'en obtenir remboursement en prélevant une commission. Le schéma pour dénouer la dette est le suivant; l'intermédiaire s'adresse alors à l'usine productrice de pièces détachées et obtient, en échange du titre de dette, des pièces détachées. Toutefois, cette transaction se fait à des prix dévalués, très défavorables pour l'usine; les pièces

---

21. L'enquête mentionnée ici, a fait l'objet d'une exposition plus détaillée dans l'ouvrage de Caroline Dufy, *Le Troc dans le marché...*, *op. cit.*

22. Florence Weber, « Transactions marchandes, échanges rituels, relations personnelles. Une ethnographie économique après le Grand Partage », *Genèses*, vol.41, 2000, p. 85-107.



détachées sont ensuite refacturées au prix fort à la plate-forme d'extraction de gaz. Cet accord est obtenu par l'intermédiaire de pots-de-vin réglés à quelques cadres de l'usine.

L'articulation entre les deux échanges permet à la firme intermédiaire d'effectuer un profit important. La position débitrice de l'usine métallurgique et son absence de trésorerie la contraignent à accepter un échange dans des termes défavorables pour elle.

Toutefois la représentation que Sergueï propose de cet échange est à la fois nostalgique et relève du récit épique (entretien 28/11/2002, Ekaterinbourg) :

« Moi, ce que j'ai fait, je suis allé dans le Nord et je leur ai dit [aux dirigeants de la filiale de Gazprom], j'avais même emmené ma femme, je leur ai dit : "donnez-moi vos dettes [créances non remboursées] et moi, je me charge de vous les faire payer !"

Je leur ai proposé, au lieu d'attendre que ces dettes se transforment en argent, je leur ai dit "prenez un *veksel*<sup>23</sup> en attendant et puis vous, donnez-moi un papier comme quoi vous me donnez leur dette".

Et puis je suis allé à Moscou parce qu'à cette époque là, il fallait passer par Moscou. J'ai obtenu qu'on me fasse donner des tubes [de la part de l'usine métallurgique], et je les ai changés en tout un tas de trucs et ainsi de suite. C'est *moi* qui l'ai inventé ce schéma ».

Ce récit est à resituer dans le cadre juridique et économique d'une économie de la pénurie où les marchandises étaient rares et d'un schéma de planification centralisée qui impose que les mouvements de biens soient encore largement décidés par le Centre. Mais Viktor, à propos du même schéma d'échange réalisé quelques années plus tard, commente (entretien 18/11/2002, Ekaterinbourg) :

---

23. Dans les années 1990 en Russie, les *veksels* ont été des titres très répandus et dotés de formes multiples. *Veksels* simples mais également transférables – ils prennent alors la forme de lettre de change – ils ont été utilisés dans une période de manque de trésorerie et de liquidités par les entreprises. Émis par des entreprises ou des administrations, certains *veksels* – ceux d'entreprises très profitables ou d'envergure fédérale – ont pu être considérés pratiquement comme de la monnaie, c'est le cas des *veksels* des grandes banques, comme la Sberbank, d'autres au contraire sont difficiles à revendre et s'échangeaient alors à des valeurs très en-deçà de leur valeur faciale.

«Voilà, je vais t'expliquer comment on a fait circuler ces *veksels* «vides» et comment on est arrivés jusqu'à l'argent [...] Avant c'était la mangeoire, on en a tous profité et c'est comme cela que tout le pays a vécu sur l'argent de Gazprom.»

Au niveau de la transaction, le résultat calculé est le suivant pour l'intermédiaire, explique Viktor (entretien 24/11/2002, Ekaterinbourg):

«Nous, on achète [des pièces détachées à l'usine métallurgique] pour 10000 et on les facture 27000 à la livraison [à Gazprom]. Ça nous fait un profit de 2,7. Y a personne qui fait ce profit là !»

Serguei mobilise des représentations imprégnées par l'aléatoire, la chance, l'occasion, alors que la description effectuée par Viktor ancre des transactions identiques, effectuées cette fois à la fin des années 1990, dans le registre de l'informel, et les présente d'emblée comme effectuées en infraction avec la loi.

Plus généralement, en recoupant les entretiens et les discours des enquêtés sur cette catégorie d'échange, des traits communs apparaissent dans les termes employés, les formes mobilisées, les instruments utilisés. Cette forme de troc apparaît donc comme celle des puissants, des possédants, de ceux qui ont quelque chose à négocier, à partager: une information, une combine, un accès à des revenus, des relations, une position de pouvoir ou de contrôle. Il est caractérisé par un décalage entre l'officiel et le réel, entre le formel et l'informel.

Ce décalage est masqué par diverses techniques comptables et juridiques, avec une complicité parfois rémunérée. Le profit y est certain, calculé, connu des participants, et son partage est négocié à l'avance. Ces transactions s'appuient souvent sur la corruption de fonctionnaires, d'hommes politiques. Elles peuvent également s'effectuer grâce à des ententes entre personnes privées. L'échange y est plus risqué que pour les autres catégories de troc. Dès lors, la relation entre partenaires nécessite des épreuves supplémentaires.

En revanche, l'accord entre parties se fait toujours contre l'État. Les échangeurs lui déniaient la légitimité du contrôle sur les activités économiques. Dans ces propos, les dimensions fiscales et légales sont situées sur le même plan et très souvent

assimilées. La perception subjective de ce type d'échange n'est pas négative pour les parties concernées : le discours de légitimation s'appuie sur les notions de « profit », de « gain » et « d'intérêt » privés. Il nie la légitimité de la loi en lui substituant celle du profit. Au-delà, les interlocuteurs concernés justifient leur activité en dénonçant l'ambiguïté de l'État qui exerce des pratiques qu'il interdit chez les particuliers. Ce registre est absent des entretiens effectués auprès d'hommes politiques et de responsables administratifs, il n'est présent que dans le discours de certains chefs d'entreprise.

### **Les deux faces de la normalisation : légalisation et criminalisation**

Dans un ordre juridique en construction, tel que celui de la Russie post-soviétique, la deuxième partie des années 1990 est marquée par ce que Max Weber qualifie pour le capitalisme occidental de rationalisation légale de l'activité économique. Durant cette période, l'État renforce sa capacité à exercer une contrainte physique légitime dans le domaine économique. Nous utilisons ici le terme de normalisation. Le processus de normalisation des transactions implique une double dimension : la définition d'un modèle, celui du marché, mais également la détermination de règles contraignantes dont le respect est contrôlé et sanctionné. Ce concept est double en ce qu'il symbolise le contrôle de l'État, tout en informant profondément les pratiques des agents. Son champ d'action est large : il est tout à la fois juridique, dans la réglementation de l'activité sociale, mais également politique, de par la codification des relations entre acteurs publics qu'il réalise. Par ailleurs ce concept dynamique ne fige pas les réalités, mais les saisit au contraire dans le changement qui les affecte. Il permet de rendre compte de l'évolution des représentations et des pratiques.

À partir de l'exemple du troc sur la base des matériaux de terrain, nous montrons que sous l'emprise de la normalisation et de la réglementation accrue de l'activité économique, le troc diminue en même temps qu'il subit un processus contrasté de légalisation et de criminalisation.

*Une diminution statistique rapide*

Depuis 1998, les différentes données produites sur le troc aboutissent à une conclusion comparable : celle d'une diminution rapide du troc, quasi-symétrique à la hausse qui avait marqué le début des années 1990. En 2000, il ne représente plus que quelques 12 à 15 % des échanges. La normalisation des transactions implique l'interdiction des monnaies locales, des monnaies privées, des titres d'entreprise ou liés à des réseaux particuliers ; l'interdiction faite par le gouvernement aux entreprises énergétiques et aux collectivités locales de percevoir des paiements en nature a joué un rôle de courroie d'entraînement dans ce processus. Mais la dévaluation du rouble et l'apparition d'excédents de la balance des paiements ont joué un rôle incontestable dans la réactivation des circuits de l'économie russe<sup>24</sup>. L'objet de ce développement n'est pas de détailler les facteurs macro-économiques de la remonétisation, discutés ailleurs<sup>25</sup>. Il cherche en revanche à identifier les changements de comportements dans les procédures d'échange et dans le rapport au droit. La diminution statistique du troc suppose qu'au niveau micro-économique une partie de ces transactions a été supprimée ou remplacée par des règlements monétaires.

La rapidité de la diminution du troc est rappelée dans ces propos, tenus à Ekaterinbourg à l'automne 2002 par le directeur général d'une entreprise de fabrication de composants électriques pour l'industrie métallurgique (entretien du 1<sup>er</sup> octobre 2002, Ekaterinbourg) :

« Il y a eu en Russie [depuis notre dernier entretien, il y a deux ans et demi], des changements importants. Il y a deux ans, en Russie tout le monde échangeait en troc. On en était quasiment revenu à une économie naturelle. Mais aujourd'hui cette situation a radicalement changé. Si en 2000, 1999 et 1998, on avait jusqu'à 90 %-80 % d'opérations en troc, aujourd'hui c'est l'inverse. Aujourd'hui, on n'a presque plus de troc. »

---

24. Dans les échanges internationaux, l'industrie russe s'est vue brusquement favorisée par rapport à des concurrents étrangers handicapés par des devises réévaluées.

25. Sophie Brana, Mathilde Mesnard et Yves Zlotowski, *La Transition monétaire russe ; avatars de la monnaie, crises de la finance 1990-2000*, Paris, L'Harmattan, 2002.

Cette diminution du troc est rapportée de façon unanime dans les propos recueillis à l'automne 2003 : dans la totalité des entreprises étudiées, les discours de mes interlocuteurs mettent en avant une diminution drastique du troc, le réduisant au rang de pratique résiduelle. Cette évolution quantitative s'est accompagnée d'un phénomène de normalisation rarement analysé et dont deux dimensions majeures sont à souligner : la multiplication des normes légales dans le domaine des transactions et le changement du rapport au droit. Les changements monétaires ont eu des répercussions importantes dans les règlements. La légalité des titres a été renforcée et des routines se sont instaurées. La gamme des titres de paiement inter-entreprises a été simplifiée. La grande majorité des entreprises n'acceptent plus de substituts monétaires douteux.

### *Une légalisation notable*

Dans les entretiens effectués, mes interlocuteurs remarquent une évolution récente vers la juridicisation des conflits. Ils relèvent d'autre part des pratiques nouvelles de lutte contre les détournements au sein des entreprises. C'est l'opinion exprimée par le directeur financier d'une entreprise du secteur agroalimentaire de la ville d'Ekaterinbourg (entretien du 18/11/002 à Ekaterinbourg) :

«Aujourd'hui, les entreprises préfèrent travailler de façon propre et légale.»

Le recours aux tribunaux d'arbitrage par les entreprises pour régler des conflits jusque-là résolus à l'aide de la violence privée constitue un changement majeur<sup>26</sup>. Ce même interlocuteur poursuit :

«On travaille aujourd'hui dans des cadres beaucoup plus civilisés, plus équilibrés, plus tranquilles. On se tue moins

---

26. Vadim Radaev, «Entrepreneurial Strategies...», *art.cit.*; Kathryn Hendley, Barry Ickes, Peter Murrell et Randy Ryterman, «Observations on the Use of Law by Russian Enterprises», *Post-Soviet Affairs*, vol.13, n° 1, 1997, p.19-41.

aujourd'hui qu'il y a 7 ou 8 ans de cela... et aujourd'hui grâce à Dieu, on a quand même appris à résoudre les problèmes sans armes ; on va devant les tribunaux.»

Des enquêtes réalisées dans différentes régions de la Fédération montrent que cette situation ne constitue pas un cas particulier à la région de l'Oural : le temps du racket et de l'extorsion simple est fini. Il est supplanté par des alliances stratégiques entre partenaires et des appels à la règle<sup>27</sup>. Mais la question de l'usage de la force est une réalité complexe : son approche nécessite une réflexion sur les formes revêtues, mais également sur la distinction entre exercice et menace. Par ailleurs, cette diminution nette de la violence physique ouverte ne doit pas être idéalisée. Pour de nombreux observateurs, le processus en cours peut également être interprété comme une atténuation de sa visibilité<sup>28</sup>.

Les nouvelles règles sont celles de la loi mais également des règles perçues par mes interlocuteurs comme des règles internes. Des mesures de lutte contre les détournements sont mises en place dans de nombreuses grandes entreprises. Svetlan N., directeur général d'une petite entreprise de pièces détachées pour machine-outils de la région de Ekaterinbourg me rapporte (entretien du 13/11/2002) :

«De façon générale dans les grandes entreprises, le département de la sécurité vérifie les prix (*služba bezopasnosti*) [...] Pas dans toutes, mais on commence à vérifier. De ce point de vue, ça va déjà mieux.»

Des procédures de contrôles similaires des échanges sont mises en place dans des organisations exemplaires telles que Gazprom. Viktor, responsable de l'équipement des plates-formes d'extractions de gaz dans la firme de négoce évoquée ci-dessus explique (entretien 24/11/2002 à Ekaterinbourg) :

«Ils ont mis en place à Gazprom des services de sécurité qui contrôlent les prix à la livraison et refusent si c'est trop cher. Il y a quelques exceptions, comme par exemple pour des commandes

---

27. Vadim Radaev, «Entrepreneurial Strategies...», *art. cit.*, p. 75.

28. Vadim Radaev, «Entrepreneurial Strategies...», *art. cit.*

d'urgence pour lesquelles ils ne vérifient pas. Mais sinon c'est interdit».

### *L'informel criminalisé*

La normalisation n'implique pas que les pratiques frauduleuses, illégales ou marginales aient disparu. Elles se transforment. Parallèlement au processus de normalisation du troc, s'effectue une sophistication des procédures de maquillage des transactions. Loin d'être contradictoires, ces deux évolutions sont complémentaires. Dans un contexte où les normes se précisent, les procédures de dissimulation des transactions supposent une complexité accrue.

Le chercheur doit rester prudent face à cet objet formulé dans la sphère politique. Les difficultés méthodologiques dans la recherche sur l'informel résident surtout dans le statut des propos recueillis et la difficile vérification des sources. Le chercheur doit garder à l'esprit le statut particulier de la parole des enquêtés. Ces discours sont dignes d'intérêt en ce qu'ils livrent des indications sur les représentations que ces chefs d'entreprises ont de leur activité et sur l'image qu'ils souhaitent donner d'eux à un interlocuteur extérieur à la fois au monde économique, à la communauté nationale et au territoire local. En outre, il est riche car il met en évidence deux types de réalités sociales ; au niveau des perceptions, il montre la proximité des catégories de troc et d'illégalité ; au niveau des pratiques, il met en scène la disjonction entre les deux ordres de phénomènes à la fin des années 1990, entre échange en nature et criminalité économique.

### *Des pratiques en voie de sophistication*

Le directeur financier de l'entreprise agro-alimentaire déjà mentionnée évalue la place qu'il reste au troc, en dépit du renforcement de la loi.

«Aujourd'hui les questions se résolvent de façon interne pour ne pas faire participer des gens extérieurs à ce processus. Je pense que c'est l'une des raisons pour lesquelles le troc diminue aujourd'hui, mais l'essence subsiste malheureusement.»

Cet interlocuteur évoque des bouleversements légaux, tout en faisant allusion à une nature des phénomènes qui resterait inchangée; celle d'une essence profondément criminogène de l'activité et des comportements économiques. Son discours souligne également à quel point le thème du troc est intimement associé à celui de la criminalité. Les moyens techniques évoluent: le troc, pris dans une acception stricte d'échange en nature, n'est plus le support commode de la fraude. Le chef adjoint de l'inspection fiscale d'une petite ville du nord de la région d'Ekaterinbourg atteste la baisse de l'intérêt du recours au troc pour des motifs d'évasion fiscale (entretien, 23/11/2002 à Alapaevsk, nord de la région de Sverdlovsk):

«On n'a plus besoin du troc aujourd'hui, il y a d'autres techniques qui sont beaucoup plus efficaces si on veut faire de l'évasion fiscale.»

Les pratiques les plus rudimentaires ont été abandonnées au profit de formes de dissimulation plus raffinées. Cette évolution a deux implications méthodologiques. Elle nécessite d'envisager l'informel comme une catégorie dynamique, en mouvement constant au gré de la transformation des normes. En outre, elle suppose de rejeter une conception du secteur informel sur le mode de l'inconnu, de l'indéterminé ou de l'incontrôlé. Au contraire, elle implique des pratiques actives de maquillage et de contournement qui nécessitent autant de règles et de procédures que le secteur dit formel.

Cette précision permet de définir le comptable comme une figure centrale de l'entreprise. Il est le seul à disposer des clés pour l'enregistrement des transactions et à maîtriser les marges de manœuvre qu'autorise la législation. Svetlan N., directeur d'une petite entreprise de pièces détachées avoue, en parlant des pratiques de troc:

«Parfois on nous propose ce genre d'échanges, avec des prix moins chers, mais notre comptable, elle est contre.»

Le comptable est dans une position ambivalente. Il est donc en premier lieu un agent de normalisation au sein de l'entreprise, puisqu'il a été formé aux normes officielles d'enregistrement



des transactions. Cependant sa maîtrise des latitudes dans l'enregistrement des transactions le place également en position d'organiser la dissimulation. Cette posture contradictoire est levée si l'on considère qu'il est à l'interface entre l'ordre public de l'enregistrement d'une part et l'activité particulière de l'entreprise et les demandes singulières de ses employeurs d'autre part. Il est donc au cœur des négociations qui se nouent au sein de l'entreprise entre la règle et les adaptations aménageables et acceptables.

Le travail d'enquête permet d'identifier trois ressorts principaux de dissimulation : la dissimulation organisée, le maquillage et le détournement. Elles s'appuient pour ce faire sur des éléments qui peuvent être de nature organisationnelle, financière ou comptable. Le renforcement du contrôle des transactions ne peut être efficace que s'il concerne des structures organisationnelles pérennes et stables. Ce n'est pas la caractéristique des structures économiques russes où les petites firmes se créent et disparaissent très facilement. De nombreuses entreprises disposent de structures organisationnelles affiliées auxquelles sont imputées les transactions suspectes. Certaines d'entre elles sont d'emblée créées avec la perspective d'être dissoutes avant la fin du délai réglementaire au terme duquel s'exerce le premier contrôle fiscal. Elles sont désignées par un néologisme récent : ce sont les « entreprises d'un jour », les *odnodnievki*.

L'enchevêtrement plus ou moins complexe des structures organisationnelles produit une grande opacité. Le directeur de l'entreprise de pièces détachées explique la signification de l'abréviation qui nomme son entreprise (entretien du 12/11/2002 à Ekaterinbourg) :

« XYZ [initiales de l'entreprise], ça ne veut rien dire, avant on s'appelait YXX. En règle générale, les entreprises ferment tous les deux ou trois ans. Le capital de cette entreprise est de 10 000 roubles [équivalent de 300 euros] dont je suis responsable... officiellement... mais ce qui est écrit sur le papier ne correspond absolument pas à la réalité. »

Une autre technique consiste à multiplier les intermédiaires dont il est impossible de retrouver trace. C'est ce qu'explique mon interlocuteur, directeur financier dans l'agroalimentaire (entretien du 18/11/2002 à Ekaterinbourg) :

« Il y a plusieurs intermédiaires pour que si jamais quelqu'un a envie de vérifier, il ne le puisse pas. Entre des grosses firmes et pour des grosses transactions, il suffit qu'il y ait des *odnodnievki* et voilà le tour est joué... Vous n'avez plus qu'à disparaître... tout cela est très simple en réalité ! »

Les autorités fiscales sont tout à fait conscientes des effets pervers du dispositif législatif sur l'enregistrement des sociétés. Conçu sur un modèle très libéral pour favoriser le développement de la petite entreprise, il rend difficilement contrôlables les motifs de fermeture de ces structures.

Le maquillage des transactions est une forme plus simple. Il consiste à travestir la nature d'une transaction en troc pour remplacer des éléments fortement taxés du revenu des entreprises par d'autres, faiblement taxés. De façon générale, de nombreux spécialistes attestent en Russie la fréquence des pratiques de double comptabilité<sup>29</sup>. C'est parfois avec ce motif qu'est utilisée la catégorie comptable et juridique correspondant au travail à façon (*daval'českoe syr'ë*). Cette forme de travail, relativement primitive, donne la possibilité légale à une entreprise d'effectuer la transformation de matière première pour le compte d'un fournisseur et de se rémunérer en nature en prélevant une partie des biens produits. Cette méthode est traditionnellement utilisée dans l'artisanat et les segments industriels peu complexes, tels que ceux du bois. Elle est ici détournée pour obtenir une exonération de TVA, puisque l'échange n'a pas donné lieu à vente. Aucune facture n'est émise mais les marchandises ont malgré tout changé de mains.

Le dernier ressort des pratiques informelles est la dissimulation. Des montages financiers sophistiqués permettent de dissimuler les transactions frauduleuses ou les profits à l'Inspection des Impôts. Les supports les plus courants en sont les *veksels* utilisés dans des opérations multilatérales, travesties en multiplicité d'opérations bilatérales : la valeur faciale des titres ne correspondant pas à la valeur réellement échangée. Le directeur général d'une entreprise de matériel électrique m'en explique le principe (1<sup>er</sup> octobre 2002) :

---

29. Vadim Radaev, « Entrepreneurial Strategies... », *art. cit.*, p.60 ; Alena Ledeneva, *How Russia really works*, Cornell University Press, 2006.

«Pour dire les choses comme elles sont aujourd'hui, les opérations de troc sont interdites. Mais on contourne cette interdiction. Il ne s'agit plus alors à proprement dit d'opérations de troc, mais plutôt d'opérations de *veksels*.»

Des *veksels* servent de support documentaire à ces transactions. Mais le parallélisme entre circulation monétaire et marchandises reste fictif. La pratique inventée dans les années 1990 a perduré ; moins fréquente, elle est perçue dans la décennie suivante comme criminelle. Le directeur financier de l'entreprise agro-alimentaire rapporte un cas de figure exemplaire de ce type de schémas. Une entreprise dans une ville-usine de la région émet ses propres *veksels* pour payer ses impôts à l'administration locale. Le résultat a été le suivant :

«Il est apparu une différence, la valeur boursière de ces *veksels* était de 15 % par rapport à leur valeur nominale... Et ceux qui présentaient les *veksels*, on les leur rachetait à 15 %, voire même à moins, puisque 15 % c'était le montant de la valeur en bourse. Et s'il faut dire les choses comme elles sont, les 85 % restants, ont été partagés par ceux qui ont participé à cette opération».

La disjonction entre valeur faciale et valeur effective des titres permet de sauvegarder l'apparence du paiement, tout en organisant réellement une dévaluation considérable des sommes effectivement versées. Dans ce type d'opération, des complicités nouées au sein de l'entreprise émettrice des titres et du débiteur public permettent le partage des profits et la couverture de la malversation.

La normalisation à facettes multiples témoigne du passage du capitalisme russe à une nouvelle phase : à la création et à l'explosion des initiatives, succède depuis 1998 un mouvement de rationalisation des structures existantes, de légitimation des réformes et de routinisation des changements. Affirmer que la normalisation des transactions a entraîné la disparition du troc est à la fois faux et incomplet. La normalisation a imposé au troc une signification unique : le sens légal. Ce faisant, elle a invalidé la légitimité des autres significations qui lui avaient été attribuées. L'inscription du troc dans le domaine des activités déclarées a engendré en retour la construction d'une catégorie de troc

informel. L'importance déterminante de ce contexte explique l'impossible continuité avec la période soviétique et ancre les pratiques informelles en Russie dans une phase de construction de l'économie de marché.